

the Americans we could do without them, (hear).

Mr. Cameron (Huron) said at the commencement of the session there was a general feeling on both sides of the House in favour of a national policy. In the early part of the session there was a unanimous opinion inside and outside that House in favour of a national policy, and protection of native industry.

Mr. Mackenzie—No.

Mr. Cameron (Huron) said that a great number of deputations had waited upon the Finance Minister for that object; and in the face of all those representations the Government would not be worthy of the place they occupied if they did not attend to them. He was not a supporter of the Government; but had listened with great satisfaction to the Finance Minister when he brought down the tariff, and was ready to accord to that Minister a cordial support in carrying out that policy. He heard yesterday afternoon with great regret that the Finance Minister was going to exempt coal and wheat from duties; but that Minister did a wise and judicious thing in returning to the duties he had proposed. He (Mr. Cameron) could not, for one, see that the Government had submitted to humiliation or degradation in this matter, and in returning to the duties on coal and wheat they had taken a step in the right direction. He would oppose the motion made by the hon. member for Glengarry to put flour and meal on the free list. He would vote for the scheme of the Government because he believed it was for the interests of the country, and he believed if they stick to it, (hear), it would be for the benefit of the Dominion.

Mr. Mackenzie and Sir F. Hincks rose together to speak.

The Speaker decided that Sir Francis Hincks rose first.

Mr. Mackenzie—I rose first. I have risen seven times during the course of this debate without having the opportunity of addressing the House.

Hon. Sir Francis Hincks said he would yield to Mr. Mackenzie.

Mr. Mackenzie—I will take no favours from the Finance Minister, he may go on.

[Mr. Burpee—M. Burpee.]

parité avec le Québec. Il a fallu combler ce déficit par l'imposition d'autres droits. Il préconise la création de nouveaux marchés comme étant le meilleur moyen de réaliser la réciprocité, ce qui montrerait aux Américains que nous pouvons nous passer d'eux. (Bravo!)

M. Cameron (Huron) affirme qu'au début de la session, il y avait, des deux côtés de la Chambre, un sentiment général en faveur d'une politique nationale. Durant la première partie de la présente session, l'opinion unanime, dans cette Chambre et à l'extérieur, favorisait une politique nationale et la protection de l'industrie canadienne.

M. Mackenzie—Non.

M. Cameron (Huron) ajoute qu'un grand nombre de délégations se sont présentées chez le ministre des Finances à ce sujet; et face à toutes ces représentations, les députés seraient indignes du haut poste qu'ils occupent s'ils n'en tenaient pas compte. Il dit qu'il n'appuie pas le Gouvernement, mais qu'il a appris avec grande satisfaction que le ministre des Finances a abaissé le tarif fiscal. Il se dit prêt à accorder au ministre son appui sincère à la mise en vigueur de cette politique. Il a appris avec grand regret, hier après-midi, que le ministre des Finances se propose d'exempter de droits de douane, le charbon et le blé, mais il trouve judicieuse son intention de revenir aux droits de douane qu'il avait proposés. Il (M. Cameron) croit que le Gouvernement ne s'est nullement humilié en agissant de la sorte dans cette affaire, mais que, bien au contraire, en rétablissant les droits de douane sur le charbon et le blé, il a fait un pas dans la bonne direction. Il s'opposerait à la motion de l'honorable député de Glengarry qui proposerait de mettre la farine sur la liste des exemptions. Il compte voter pour le projet gouvernemental, parce qu'il croit qu'il y va de l'intérêt du pays et que, si le Gouvernement persévère dans son dessein (Bravo!), ce sera tout à l'avantage de la Puissance.

M. Mackenzie et sir F. Hincks se lèvent tous les deux pour prendre la parole.

L'Orateur juge que sir Francis Hincks s'est levé le premier.

M. Mackenzie—Je me suis levé le premier. J'ai demandé la parole sept fois au cours de ce débat, sans avoir la chance de m'adresser à la Chambre.

L'honorable sir Francis Hincks dit qu'il cède la parole à M. Mackenzie.

M. Mackenzie—Je n'accepterai aucun traitement de faveur du ministre des Finances; qu'il poursuive.